

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Lorient, le 18/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CIEL EN FOLIE**

14 rue des Chênes Verts  
56130 Nivillac

Références : JPLP/VLF/E/2025

Code AIOT : 0005503813

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2025 dans l'établissement CIEL EN FOLIE implanté 586 rue de la poterie Zone Artisanale du Lanveur, 56440 Languidic. L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CIEL EN FOLIE
- 586 rue de la poterie Zone Artisanale du Lanveur 56440 LANGUIDIC
- Code AIOT : 0005503813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société 8ième ART exploite un dépôt d'artifices de divertissement et une activité de mise en liaison pyrotechnique à Languidic. L'installation bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2001.

Cette société a été reprise en 2025, par M. HARDY, qui souhaite exploiter cette installation, en respectant les dispositions de l'arrêté préfectoral.

Cette société a été renommée "Ciel en folie". Un récépissé de changement d'exploitant, en date du 12 mars 2025 a été établi par les services de la préfecture et transmis à M. HARDY.

### Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative. » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Gestion des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 12.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 1er	Sans objet
2	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 7.3	Sans objet
3	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 7.4	Sans objet
4	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 7.6	Sans objet
5	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 7.7	Sans objet
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 9.3	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 11.2 et 11.3	Sans objet
9	Gestion des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 12.3	Sans objet
10	Gestion des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 12.5	Sans objet
11	Prescriptions particulières	Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 13.2	Sans objet
12	Généralités	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.1	Sans objet
13	Généralités	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.3	Sans objet
14	Moyens d'alerte et d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.4.1	Sans objet
15	Aménagement des stockages	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.5.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant va au-delà des prescriptions annexées à son arrêté préfectoral. Lors de la visite, l'exploitant a exprimé le souhait que certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010, soient intégrées dans l'arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour la situation administrative.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant et tableau de classement
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Situation administrative</u> L'EURL « Le Port artifices » [...] est autorisée à exploiter une installation de stockage et de mise en liaison d'artifices de divertissement.</li><li>• <u>Tableau de classement</u></li><li>• Rubrique n° 1310-2b : mise en liaison pyrotechnique (200 kg, autorisation),</li><li>• Rubrique n° 1311-2 : stockage de produits pyrotechniques (2 445 kg, autorisation).</li></ul>
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Situation administrative</u> Par courrier en date 6 février 2025, Monsieur Jérôme HARDY, a déclaré, auprès de Monsieur le Préfet du Morbihan, avoir repris la société 8<sup>ème</sup> ART, Route de la Poterie - 56 440 Languidic. Cette déclaration de changement d'exploitant a été réalisée conformément à l'article R. 181-47 du Code de l'environnement. La société se dénomme dorénavant « Ciel en folie », sous le SIREN 981 801 772, à la même adresse. Un récépissé de changement d'exploitant, en date du 12 mars 2025, a été adressé, à Monsieur Jérôme HARDY, par les services de la Préfecture.</li><li>• <u>Tableau de classement</u> Par décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, les rubriques n°s 1310 et 1311 ont été supprimées, pour être remplacées respectivement, par les rubriques n°s 4210 et 4220. En conséquence, le site est désormais classé sous ces nouvelles rubriques et sous le même régime, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>• rubrique n° 4210 : mise en liaison pyrotechnique (<b>200 kg, autorisation</b>),</li><li>• rubrique n° 4220 : stockage de produits pyrotechniques (<b>2 445 kg, autorisation</b>).</li></ul>Ces modifications (changement d'exploitant et modification des rubriques), seront reprises dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint à ce rapport et qui sera proposé à M. le Préfet du Morbihan.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Conditions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration dans le paysage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence, notamment face au risque de transmission de l'explosion (résidus de poudre, désherbage des environs des bâtiments).
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise un nettoyage régulier de ses installations, à l'aide de balais et de pelles. Les abords immédiats des installations de stockage sont entretenus, tondus et débroussaillés régulièrement. Lors de la visite, les dépôts et l'ensemble du site sont apparus propres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Conditions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le dépôt sera isolé par une forte clôture défensive en grillage de 2 mètres minimum de hauteur et à 2 mètres au moins des bâtiments de stockage. La porte de clôture sera munie d'une serrure de sécurité. Cette clôture délimite l'enceinte pyrotechnique. [...]
<b>Constats :</b>  Une clôture défensive de 2,5 m de haut, comportant des interdictions d'accès est en place autour de la zone pyrotechnique. Le portail d'accès est muni d'un cadenas haute sécurité. Des rondes régulières sont réalisées par l'exploitant, ainsi que par le gardien.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Conditions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  La surveillance générale du dépôt s'effectue sous la responsabilité du titulaire de l'autorisation individuelle. [...] La garde doit être permanente, de jour comme de nuit, lorsque les dépôts contiennent des substances explosives. [...]
<b>Constats :</b>  La surveillance de l'installation est assurée par l'exploitant mais également par le gardien, M. TANGUY qui habite dans une maison individuelle, situé au sein même de l'installation, en dehors de la zone pyrotechnique et des zones d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Conditions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantités autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les quantités de matières actives présentes dans l'installation seront au maximum de 40 kg de classe 1.1 dans le local B02-a, 5 kg de classe 1.1 dans le local B02-c, 400 kg de classe 1.3b ou 1.4 dans le local B01, 1000 kg de classe 1.3b ou 1.4 pour chacun des locaux B02-b et B03, 200 kg de classe 1.3b ou 1.4 dans le local B10. L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment du classement des produits présents dans l'établissement.
<b>Constats :</b>  Les explosifs seront stockés conformément à l'affectation indiquée dans la prescription sus-visée. Les Divisions de Risque (DR) ainsi que la quantité sont indiquées à l'extérieur ainsi qu'à l'intérieur des dépôts. L'exploitant dispose d'un registre informatique permettant de connaître, en temps réel, le type et la quantité de matière active présente sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information sur les produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. [...]
<b>Constats :</b>  Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) sont disponibles dans les dépôts et dans le local administratif de l'exploitant. La société ARDI, qui est le fournisseur des produits, transmet les FDS à l'exploitant. Les emballages seront étiquetés et comporteront toutes les informations réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 11.2 et 11.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques d'incendie ou d'explosion.  Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la sécurité. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place des consignes relatives au suivi de la gestion des stocks et au suivi de la gestion des déchets. Celle concernant la gestion des déchets et des produits non-conformes définit les contrôles à réaliser, les précautions relatives aux risques des produits, à la localisation du stockage et à la filière d'élimination (ARDI en l'occurrence). Les déchets et résidus produits seront stockés dans un contenant adapté de 5 kg, situé à l'écart des dépôts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Gestion des risques d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 12.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes spécifiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans l'enceinte pyrotechnique, une consigne générale de sécurité doit définir les règles de sécurité et d'accès à l'intérieur de l'enceinte, concernant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction de fumer, de porter des articles de fumeurs ou d'introduire, sauf permis spécial, des feux nus sous quelque forme que ce soit,</li><li>• l'interdiction au personnel d'emporter des matières ou objets explosibles,</li><li>• les dispositions générales à prendre en cas d'incendie ou d'explosion.</li></ul> Cette consigne doit être affichée ostensiblement à l'intérieur de chaque bâtiment ainsi qu'aux accès principaux de l'enceinte pyrotechnique et doit être remise et commentée à tout intervenant à l'intérieur de cette enceinte. [...]
<b>Constats :</b>  Des consignes générales et de sécurité sont existantes à l'entrée de l'enceinte pyrotechnique ainsi que sur et dans chaque dépôt. Elles définissent les règles de sécurité prescrites. Cependant, ces consignes ont été établies par l'ancien exploitant et doivent être mises à jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre à jour l'ensemble des consignes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Gestion des risques d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 12.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques seront conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion. [...] Elles seront contrôlées au moins une fois par an par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les installations seront conformes à l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées. [...]



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'enceinte pyrotechnique est dépourvue d'installation électrique, néanmoins le reste du site est contrôlé périodiquement par la société SOCOTEC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Gestion des risques d'incendie et d'explosion**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 12.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement sera pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.</p> <p>En outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les extincteurs seront d'un type homologué NF MIH,</li> <li>• les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un poteau d'incendie de 100 mm conforme aux dispositions de la norme française NFS 61-213.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone pyrotechnique est équipée d'extincteurs. 1 extincteur à l'entrée de chaque dépôt (B01, B02, B03 et B10), puis 1 extincteur à l'intérieur de chaque cellule ((B01, B02 a/b/c, B03 et B10). Le contrôle périodique est réalisé par la société Gestion Protection Sécurité (groupe UNIGARDE). Un poteau incendie est situé à l'extérieur de l'installation, cependant l'exploitant n'est pas en mesure d'affirmer si le poteau est conforme et s'il délivre le débit nécessaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Prescriptions particulières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2001, article 13.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mouvement de produits</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant devra être capable de vérifier rapidement et à tout moment que les quantités de produits en stock correspondent bien à la différence (entrées-sorties).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre informatisé des quantités présentes sur le site est tenu à jour, afin de suivre les entrées et les sorties des produits et d'avoir en instantané les masses nettes de matière active présentes sur le site.</p>

L'état des stocks se fait également par dépôt.

Si l'exploitant fait dépasser la quantité maximale prévue d'explosifs dans un des dépôts, un alarme se déclenche.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Généralités

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Surveillance l'installation

**Prescription contrôlée :**

Les opérations se font sous la surveillance permanente, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

En dehors des heures où des opérations ont lieu dans l'installation, celle-ci est fermée à clé et une surveillance est mise en place afin de permettre notamment sa mise en sécurité, la transmission de l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents ainsi que leur accueil par une personne compétente dans un délai compatible avec leurs délais d'intervention, notamment pour leur permettre l'accès en cas de besoin.

**Constats :**

M. HARDY est le responsable de l'installation dont il est le président. Il est le seul à travailler en permanence sur le site. L'effectif monte à une quarantaine de personnes en haute saison (uniquement pour les tirs).

M. HARDY a suivi une formation d'artificier « F4 T2 » de niveau 2 dispensée par la société PYRAGRIC. Elle est renouvelée tous les 2 ans et il doit justifier de 3 tirs avec montage pour garder le niveau 2.

La zone pyrotechnie, est clôturée, le portail est fermé en permanence. Le site est placé sous alarme et est équipé de 14 caméras ainsi que des détecteurs de mouvement volumétriques et de choc.

La société VERISUR PRO est chargée de la surveillance à distance et est en lien avec l'exploitant et les services de secours ou d'urgence.

**Note de l'inspection :**

Cette prescription de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010, sera reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint à ce rapport et qui sera proposé à M. le Préfet du Morbihan.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes les précautions sont notamment prises pour enlever toute trace de matière active ou toute composition dangereuse tombée à terre ou souillant les parois. Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des bâtiments pyrotechniques et des zones pyrotechniques ainsi que les merlons de terre et les stockages recouverts de terre sont débroussaillés et débarrassés de toute matière combustible (herbes sèches, etc.) et les produits utilisés pour ces opérations sont de nature telle qu'ils ne peuvent provoquer des réactions dangereuses avec les matières présentes dans les installations. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise un nettoyage régulier de ses installations, à l'aide de balais et de pelles. Les abords immédiats des installations de stockage sont entretenus, tondus et débroussaillés régulièrement. Lors de la visite, les dépôts et l'ensemble du site sont apparus propres.  <u>Note de l'inspection :</u> Cette prescription de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010, sera reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint à ce rapport et qui sera proposé à M. le Préfet du Morbihan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Moyens d'alerte et d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de détection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque d'incendie. Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant, qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...] Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]

**Constats :**

Chacun des dépôts de stockage et des cellules sont équipés d'un détecteur de fumées, déclenchant une alarme sonore sur le site.

Cette surveillance est reportée vers la centrale de surveillance VERISUR PRO, qui en cas d'alarme, informe l'exploitant et fait appel aux secours extérieurs.

L'exploitant procède à une vérification périodique (semestrielle) du bon fonctionnement des détecteurs, comme établie dans la consigne de maintenance.

Les vérifications sont consignées dans un registre.

La localisation des détecteurs est indiquée sur un plan annexé à la consigne de maintenance.

**Note de l'inspection :**

Cette prescription de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010, sera reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint à ce rapport et qui sera proposé à M. le Préfet du Morbihan.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Aménagement des stockages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions de stockage

**Prescription contrôlée :**

Les emballages renfermant des produits explosifs sont rangés ou empilés de façon stable.

Le gerbage des colis s'effectue de telle sorte que le fond des colis ne se trouve pas à plus de 1,60 mètre au-dessus du sol.

[...]

**Constats :**

La hauteur maximum de stockage depuis le sol ne dépassera pas 1,6 m à la base du dernier carton. Un repère sera peint à cette fin, dans chaque dépôt, par l'exploitant.

Les cartons seront stockés sur palettes sur trois rangées au maximum, assurant une bonne stabilité.

**Note de l'inspection :**

Cette prescription de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010, sera reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint à ce rapport et qui sera proposé à M. le Préfet du Morbihan.

**Type de suites proposées :** Sans suite